

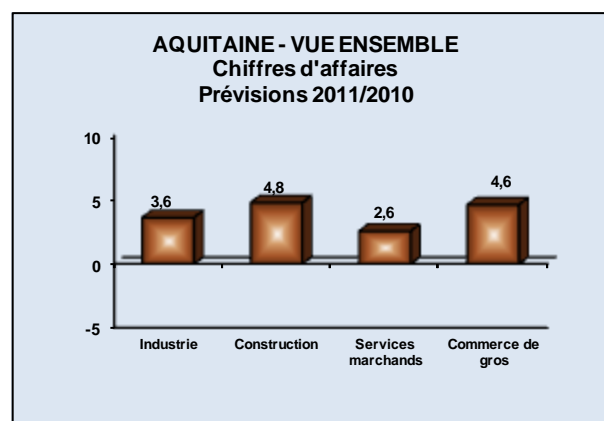
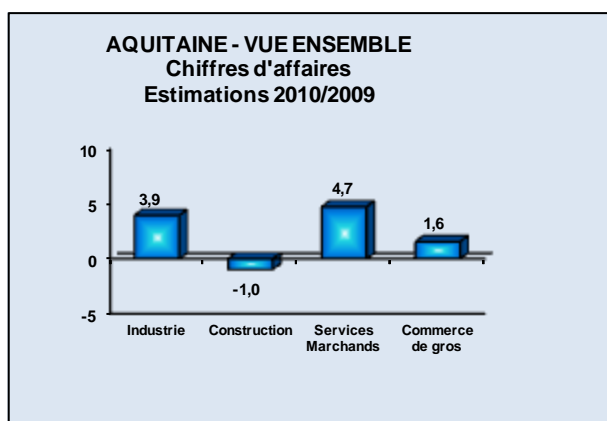
10 février 2011

**LES ENTREPRISES
EN AQUITAINE**

BILAN 2010
ET PERSPECTIVES 2011

SYNTHESE

Après avoir subi le plein effet de la crise financière internationale en 2009, l'Aquitaine, moins touchée que la plupart des autres régions a amorcé un redressement d'activité en 2010. Irrégulière au premier semestre la croissance de l'économie régionale s'est amplifiée en fin d'année. Elle bénéficie à l'ensemble des secteurs, à l'exception du Bâtiment Travaux Publics qui enregistre globalement une deuxième année blanche et souffre d'une dégradation marquée de ses marges. L'accélération de l'activité devrait se poursuivre et se généraliser en 2011, avec des retombées bénéfiques pour l'emploi et l'investissement, consolidant ainsi le scénario de sortie graduelle de crise.



En 2010, l'**industrie** aquitaine n'a regagné qu'une partie du terrain perdu en 2009. Le développement de la production concerne la majorité des branches, à l'exception de la métallurgie et de la construction aéronautique, qui enregistrent une stagnation de leurs chiffres d'affaires. La demande étrangère est dans l'ensemble plus soutenue que le marché intérieur. L'attentisme des chefs d'entreprises continue à prévaloir pour les moyens de production : après le retrait de 2009 les effectifs se sont érodés en 2010 et les décisions d'investissements sont différées dans un contexte de sous utilisation des installations techniques. La rentabilité des entreprises se redresse malgré les fortes tensions sur les prix des matières premières. Les perspectives, favorablement orientées pour l'activité, restent mesurées pour l'emploi et les projets d'investissements, malgré des conditions de crédits favorables.

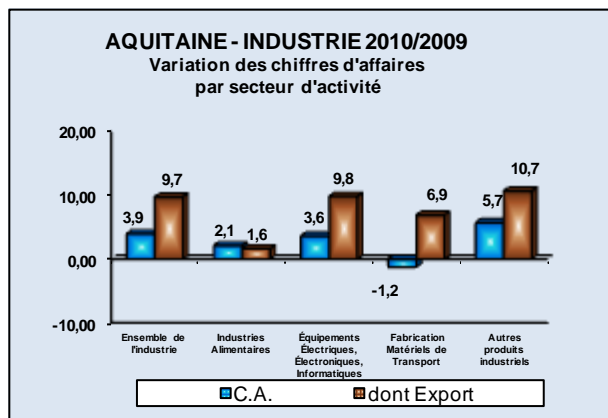
L'activité du **bâtiment-travaux publics** a enregistré une nouvelle érosion en 2010, conforme aux prévisions de début d'année. L'amélioration de la demande du second œuvre compense en partie le recul des mises en chantier dans le gros œuvre et la situation reste difficile dans les travaux publics, avec un contexte de demande irrégulière. Le niveau des effectifs reste stable et, globalement, les dépenses d'investissement se contractent de nouveau. La profitabilité des affaires s'affaiblit sur des marchés fortement concurrentiels. Dans le bâtiment, les pronostics sont mieux assurés et les prévisions font état d'une amélioration de l'activité et de la rentabilité avec une reprise de l'investissement. Dans les travaux publics, les prévisions restent réservées.

En 2010, l'activité des **services marchands** s'est graduellement développée tout au long de l'année, grâce à une demande plus porteuse. Cette accélération est particulièrement marquée dans les services spécialisés aux entreprises et à un moindre titre dans les transports, les autres branches demeurant stables dans l'ensemble. Pour autant, les décisions d'embauches sont limitées et l'intérim est peu sollicité. Les programmes d'investissements se restreignent et la rentabilité reste fragile. L'accélération de l'activité prévue pour 2011 devrait s'accompagner d'embauches substantielles et assurer la restauration des performances financières.

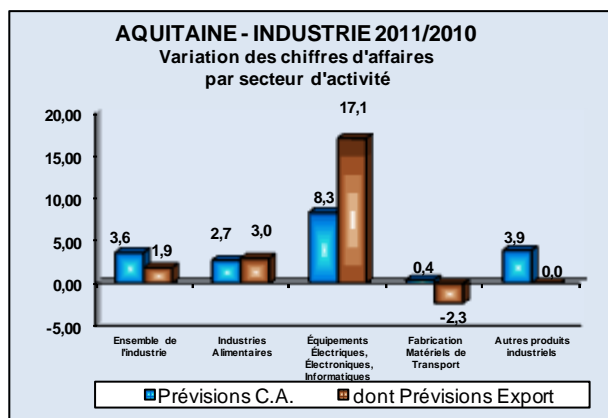
Conformément aux attentes, l'activité du **commerce de gros** s'est redressée légèrement en 2010 et l'embellie en fin d'année bénéficie à toutes les branches. Globalement, les carnets de commandes retrouvent leur niveau d'avant la crise. Les marchés à l'exportation apparaissent plus porteurs notamment pour le négoce de boissons et de produits alimentaires. Les effectifs globaux ont été renforcés mais la rentabilité d'exploitation continue de se détériorer. Les prévisions d'activité sont cependant favorables et anticipent une amélioration des profits.

1. L'INDUSTRIE : la sortie graduelle de la crise se confirme.

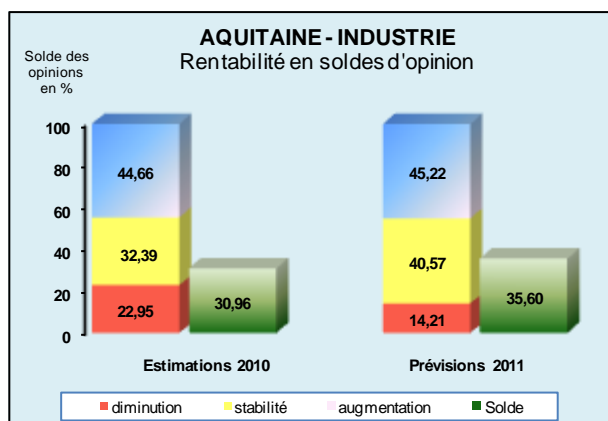
1.1 - L'ACTIVITÉ ET LA RENTABILITÉ



Le volume **d'activité de l'industrie aquitaine** dégagé en 2010 se révèle sensiblement plus consistant que les prévisions prudentes formulées l'année passée. Avec un quatrième trimestre particulièrement actif, la reprise se traduit par une progression de près de 4 % de la production régionale sur un an, sous l'impulsion d'une relance de la demande étrangère plus soutenue que les marchés nationaux. Dans la fabrication des autres produits, le dynamisme de l'industrie chimique et de la filière bois/papier fait contraste avec le ralentissement de la métallurgie. Par ailleurs, la construction aéronautique connaît une légère érosion globale de son chiffre d'affaires. En 2010, le développement de l'industrie aquitaine est tiré par la progression des entreprises de plus de 200 salariés, alors que l'activité cumulée des TPE s'inscrit en repli.



L'accélération des **exportations** favorise globalement l'expansion industrielle en Aquitaine, mais cette impulsion impacte différemment les secteurs d'activité : les hausses sont marquées pour les biens d'équipement et l'industrie du bois/papier, alors que la branche textile recule et que l'aéronautique stagne. En 2010, l'exportation représente 24,5 % du chiffre d'affaires de l'échantillon industriel régional et son poids relatif s'accroît avec la taille de l'entreprise.



Le mouvement de reprise semble bien enclenché. Les **prévisions** pour 2011 restent favorablement orientées ; elles tablent sur la poursuite de la croissance modérée observée en 2010. L'industrie des biens d'équipement devrait connaître la croissance la plus forte, notamment à l'exportation et dans les branches de fabrication électriques ou électroniques. Mais globalement, l'optimisme des entreprises décroît avec l'augmentation de la taille des unités et les marchés étrangers semblent chercher un second souffle.

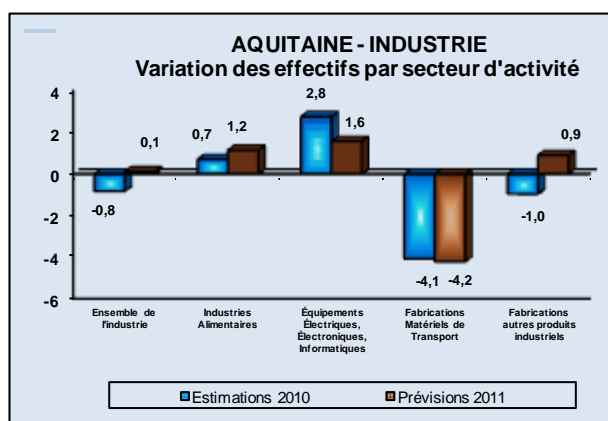
Dans un contexte de croissance convalescente, la **rentabilité** des affaires industrielles s'est redressée en 2010, malgré le renchérissement marqué des coûts d'approvisionnement. Le solde d'opinion devient positif à + 31 %, après les - 27 % de 2009. Les gains de profitabilité apparaissent plus restreints pour la fabrication de biens d'équipement.

Les **prévisions** font état d'une consolidation de cette tendance puisque plus de 85 % des dirigeants aquitains annoncent une rentabilité stable voire meilleure en 2011. Seul le secteur des industries agricoles et alimentaires apparaît circonspect dans ses anticipations.

Bilan 2010 et perspectives 2011 des entreprises aquitaines

1. L'INDUSTRIE : la sortie graduelle de la crise se confirme.

1.2 – LES EFFECTIFS CONTINUENT À FLÉCHIR, MÊME SI L'ON PEUT PARLER DESORMAIS D'UNE SIMPLE EROSION.

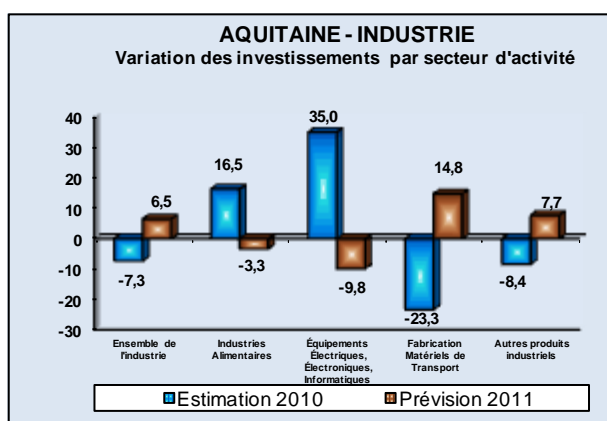


Après la baisse de 2,2 % de 2009, l'emploi industriel aquitain enregistre une érosion modérée en 2010. Ce mouvement global recouvre une contraction marquée des effectifs de la fabrication des matériels de transport, notamment par la non reconduction de contrats précaires, et d'autre part des réductions de personnel dans la filière bois. Dans les autres secteurs, les embauches suivent les inflexions de l'activité, mais dans des proportions moindres et souvent avec décalage.

Le renforcement des effectifs est plus important dans la fabrication de produits électroniques et électriques, à fort degré d'innovation, et, dans une moindre mesure dans l'industrie chimique et pharmaceutique.

Les prévisions des chefs d'entreprises demeurent prudentes en matière d'embauches, le taux de progression des effectifs restant inférieur à celui de l'activité notamment chez les fabricants de matériel de transport. Pour autant, le poids du recours à l'intérim devrait se restreindre, générant ainsi une consolidation de l'emploi stable.

1.3 – ET LES INVESTISSEMENTS ONT POURSUIVI UN RETRAIT, QUE 2011 DEVRAIT EFFACER.

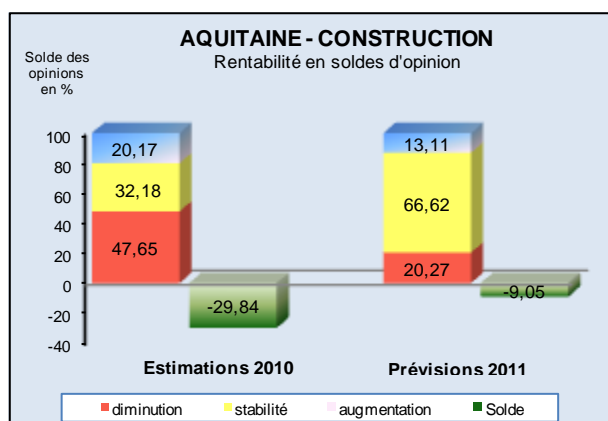
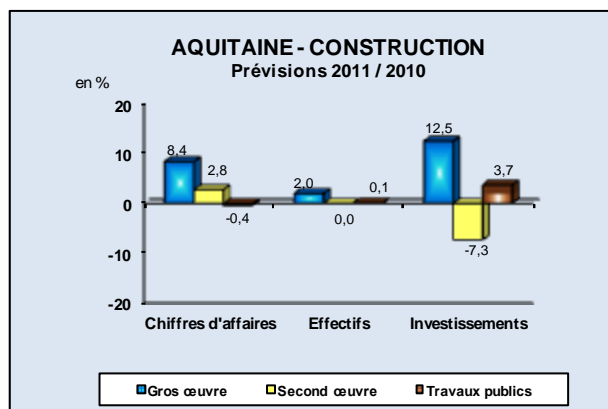
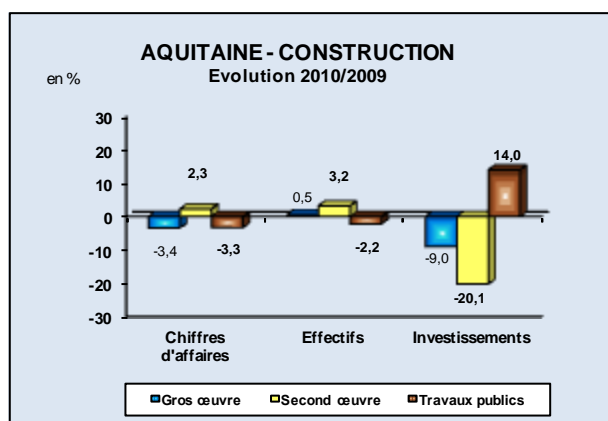


Globalement les chefs d'entreprises industriels confirment le repli de leurs investissements en 2010, mais la diminution est moins large que redoutée en début d'exercice (-14,8%) et les évolutions sont assez disparates selon la taille ou les spécialités. Les contractions significatives de programmes d'investissement sont cantonnées aux entreprises de plus de 500 salariés. La construction aéronautique, la filière bois/papier ainsi que la fabrication de produits en caoutchouc et plastique apparaissent plus fortement impactées ; à l'inverse, l'agro-alimentaire, les biens d'équipements électriques et la filière textile ont de nouveau développé leurs budgets d'investissement. Dans l'ensemble, cette baisse impacte davantage les projets à dimension immobilière (-12%) que les investissements en équipements (-4,4%).

Dans un contexte de distribution du crédit plus favorable qu'au début 2010, la reprise modérée perceptible en fin d'année chez les TPE et les PME, devrait s'amplifier en 2011. Compte tenu d'un taux d'utilisation des capacités de production qui se maintient durablement en dessous de sa moyenne de longue durée, la propension à investir et à se moderniser demeure modérée et globalement le regain de 2011 ne devrait qu'effacer le retrait de 2010.

2. LA CONSTRUCTION : une deuxième année blanche, mais une meilleure année 2011 en perspective.

GROS ŒUVRE, SECOND ŒUVRE ET TRAVAUX PUBLICS



Après le retrait de 7 % observé en 2009, le **chiffre d'affaires de l'ensemble du BTP** enregistre en 2010 une érosion de l'ordre de 1 %, dans le droit fil des anticipations des chefs d'entreprises. L'activité globale dans le **bâtiment** renoue avec une tendance de hausse modérée (+0,6 %) grâce à l'amélioration de la demande dans le **second œuvre**, notamment dans les entreprises de + de 50 salariés. A l'inverse, les mises en chantiers continuent de reculer dans le **gros œuvre**, où les entreprises de 20 à 49 salariés connaissent une baisse de plus de 16 points de leur production. Dans les **travaux publics** le ralentissement de l'activité perd de son intensité mais se poursuit dans un contexte de demande hésitante, sur les marchés publics comme pour les offres du secteur privé.

Dans l'ensemble, les entreprises du BTP ont maintenu le niveau de leurs **effectifs** en 2010, les embauches dans le bâtiment venant compenser la diminution des emplois salariés dans les travaux publics; par ailleurs, le recours à l'**intérim** s'est partout contracté, à l'exception du second œuvre qui progresse de plus de trois points.

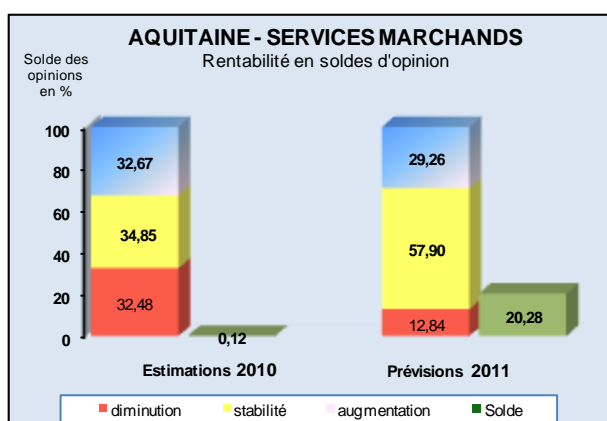
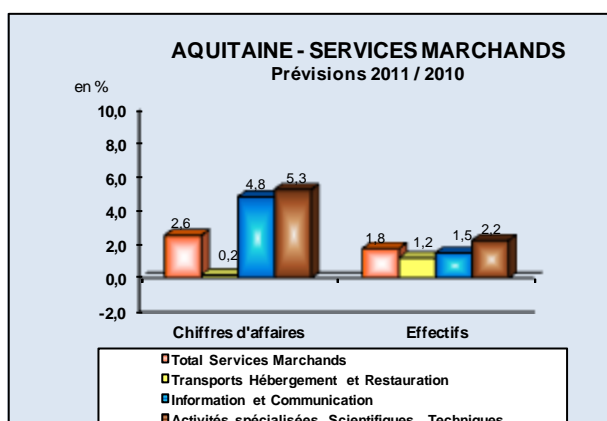
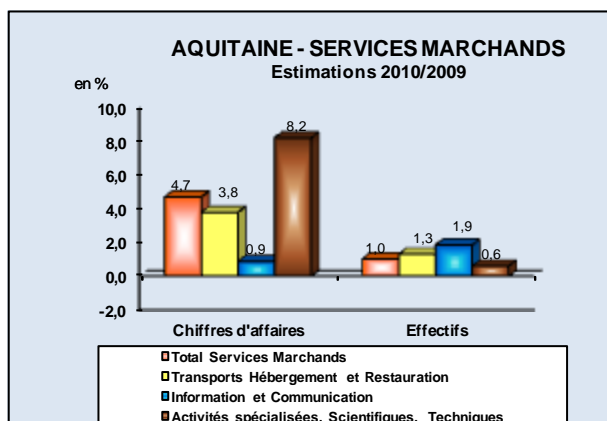
Les entreprises aquitaines du bâtiment poursuivent la réduction de leurs dépenses d'**investissements** dans les mêmes proportions que l'an passé, dans le second comme dans le gros œuvre; parallèlement un rebond est observé dans les TP. Pour 2011, les **projets d'investissements** se développent, seul le second œuvre reste attentiste.

En 2010, les constats des chefs d'entreprises du BTP sur leur **rentabilité d'exploitation** sont identiques à un an d'intervalle: la moitié d'entre eux font état d'une dégradation de leurs résultats, l'âpreté de la concurrence et le renchérissement du coût des approvisionnements pesant lourdement sur les marges. Plus encore que dans le bâtiment, la situation est jugée préoccupante dans les travaux publics.

L'**amélioration attendue** des carnets de commandes pour 2011 dans le bâtiment recouvre une progression de l'**activité** plus marquée dans le gros œuvre que dans le second œuvre. La faiblesse de la demande dans les travaux publics génère des **prévisions** de chiffres d'affaires réservées. Près de 9 dirigeants sur 10 du BTP estiment que la rentabilité de leurs affaires en 2011 devrait se maintenir à son niveau actuel ou s'altérer encore. Dès lors, l'**emploi salarié**, préservé en période difficile, resterait globalement stable à court terme.

3. LES SERVICES MARCHANDS :

L'amélioration est sensible mais les anticipations pour 2011 restent prudentes.



En 2010, l'activité des services marchands se reprend, et les réalisations dépassent la hausse modérée (+2 %) envisagée fin 2009. Ce mouvement de reprise a été enregistré tout au long de l'année, grâce à une demande plus porteuse tant sur les marchés français qu'étrangers. Les branches des services spécialisés aux entreprises (activités juridiques, de gestion, d'architectes d'ingénierie...) apparaissent particulièrement dynamiques avec une progression de 8,2 % de leur CA. Le secteur des transports retrouve un peu de vigueur parallèlement au retour à la croissance de l'industrie et du négoce. La réparation automobile a fait un bel exercice. La filière hébergement se stabilise à un an d'intervalle avec la remontée de la fréquentation dans l'hôtellerie au cours du second semestre 2010. Si la branche information et communication (éditions, informatique, services d'information...) est globalement stable, en son sein, les affaires de plus petite taille connaissent une croissance plus active.

En 2009, la contraction des effectifs globaux avait résisté au repli marqué de l'activité. A l'inverse en 2010 l'emploi salarié des services marchands connaît un rebond moins ample que celui des affaires. L'intérim, peu sollicité dans ces secteurs d'activité reste étale sur la période.

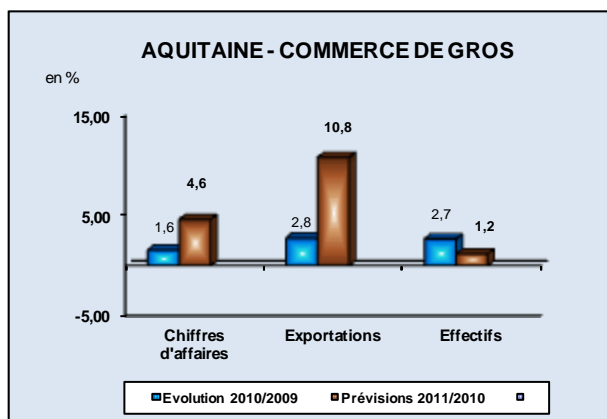
Parallèlement, les chefs d'entreprises ont de nouveau réduit leurs investissements en 2010, de dix points en moyenne.

Les dirigeants sont très partagés sur l'évolution de la rentabilité d'exploitation de leur entreprise en 2010 ; la profitabilité s'infléchit dans l'information et la communication et à un moindre titre dans les transports, les professionnels de l'hôtellerie-restauration s'en tirant avec quelques progrès.

Pour 2011, les prévisions font prudemment état d'une poursuite modérée du développement de l'activité et anticipent une amélioration des profits pour l'ensemble des services marchands en Aquitaine. Cette tendance serait particulièrement accentuée dans l'information et la communication, alors que le chiffre d'affaires des transports se stabiliserait. En termes d'effectifs, les intentions d'embauche apparaissent mieux assurées que début 2009 et l'amélioration de la visibilité se traduit par une relance annoncée des projets d'investissement dans toutes les branches.

4. LE COMMERCE DE GROS :

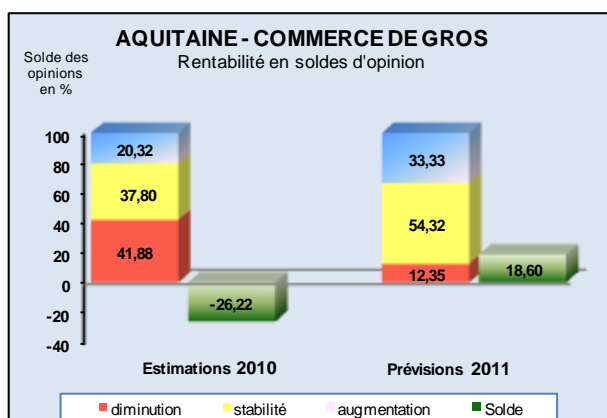
le négoce de vin soutient le redressement de l'activité.



Conformément aux pronostics du début de l'année dernière, **l'activité des entreprises de commerce de gros** se redresse légèrement en 2010 dans l'ensemble des branches. Les carnets de commandes se sont reconstitués en fin d'année et retrouvent des niveaux comparables à ceux d'avant la crise. Avec plus de 7 % la croissance du chiffre d'affaires apparaît plus marquée dans le négoce de boissons et de produits alimentaires. Le commerce de produits industriels est plus dynamique sur le segment des biens domestiques que sur celui des équipements industriels. Le commerce de gros de matériaux de construction reste étale à l'image du secteur de la construction.

Comme en 2009 les exportations se sont mieux comportées. Cette tendance est particulièrement accentuée dans le commerce de produits alimentaires, avec notamment le développement des ouvertures de marchés des pays émergents aux productions viticoles régionales.

Dans l'ensemble du négoce, **les effectifs** globaux ont été renforcés en 2010. Les intérimaires ont été plus largement sollicités, mais le recours à l'emploi précaire demeure limité dans la profession. Sur 2011, les intentions d'embauche restent mesurées avec une progression de 1,2 % du niveau des effectifs.



Malgré le redressement des affaires, la **rentabilité d'exploitation** se contracte en 2010 dans les mêmes proportions que l'exercice précédent, puisque qu'à nouveau 42 % des grossistes interrogés observent un repli de leurs résultats.

Les **prévisions** d'activité sont cependant favorables. Une nouvelle amélioration de l'activité est escomptée en 2011, où les exportations joueraient un rôle moteur avec une hausse globale attendue de 10,8 %, tirée par le négoce agro-alimentaire.

Les **anticipations en matière de rentabilité** tablent sur un renforcement de la profitabilité des affaires puisque le solde des opinions des négociants aquitains redevient positif à 18,6 points.

MÉTHODOLOGIE

Cette enquête rapide a été réalisée début 2011 par les six unités de la Banque de France d'Aquitaine, auprès d'un **échantillon représentatif d'entreprises ou d'établissements** aquitains appartenant à l'industrie, à la construction, aux services marchands et au commerce de gros. Les questions portent sur l'activité, l'évolution des effectifs, la rentabilité, la politique d'investissement et les prévisions. Les résultats nous sont communiqués sous forme de données brutes et les prévisions sous forme d'estimations. A ce titre, cette étude demeure une enquête de tendance, qui permet d'appréhender les principales évolutions de 2010 et les prévisions pour 2011, en reflétant l'état des anticipations des chefs d'entreprise. La Banque de France les remercie cordialement pour leur contribution.

PRÉSENTATION DE L'ÉCHANTILLON

INDUSTRIE	Nombre d'entreprises	Effectifs		Taux de couverture en %
		appréhendés dans l'enquête à fin 2010	recensés par le Pôle emploi au 31/12/2009	
• Industries alimentaires	136	14630	18837	77.67
• Équipements électriques et électroniques et autres	78	5662	12162	46.55
• Fabrications de matériels de transport	27	14746	17160	85.93
• Fabrications d'autres produits industriels	502	33373	62624	53.29
TOTAL	743	68411	110783	61.75
CONSTRUCTION	Nombre d'entreprises	Effectifs		Taux de couverture en %
		appréhendés dans l'enquête à fin 2010	recensés par le Pôle emploi au 31/12/2009	
• Gros œuvre	126	6800	18948	35.89
• Second œuvre	273	8447	41822	20.20
• Travaux publics	87	9212	14388	64.03
TOTAL	486	24459	75158	32.54
SERVICES MARCHANDS	Nombre d'entreprises	Effectifs		Taux de couverture en %
		appréhendés dans l'enquête à fin 2010	recensés par le Pôle emploi au 31/12/2009	
	439	21930	91686	23.92
COMMERCE DE GROS	Nombre d'entreprises	Chiffres d'affaires (en millions d'euros)		Taux de couverture en %
		appréhendés dans l'enquête à fin 2010	recensés par l'INSEE au 31/12/2007	
	428	10 972	21 742	50,46

Sources : Pôle Emploi (données au 31/12/2009) - INSEE (données au 31/12/2007) - Banque de France
Réalisation : Banque de France - Direction des Affaires Régionales d'Aquitaine – Tél. 05 56 00 14 60

TENDANCES RÉGIONALES est accessible sur le site Internet de la Banque de France :

http://www.banque-france.fr/fr/statistiques/economie/economie-conjoncture/tendances_regionales/aquitain.htm

« Aucune représentation ou reproduction, même partielle, autre que celles prévues à l'article L. 122-5. 2° et 3°a) du Code de la propriété intellectuelle ne peut être faite de la présente publication sans autorisation expresse de la Banque de France ou, le cas échéant, sans le respect des modalités prévues à l'article L.122-10 dudit code. »

© Banque de France 2011